



Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires* de Dassault Mérignac et Martignas

La jeunesse ouvre la voie, rejoignons-la !

À deux jours d'affilée, les lycéens, rejoints par une partie de la jeunesse étudiante, ont fait une démonstration de force. Mardi 6 octobre, c'était plus de 400 000 personnes qui ont manifesté dans le pays : lycéens, mais aussi à leurs côtés des salariés, profs, parents... Deux jours plus tard, elles et ils étaient encore plus de 70 000, selon le ministère de l'Intérieur, à manifester dans tout le pays.

La mobilisation continue et s'étend, malgré une répression féroce

La jeunesse poursuit sa mobilisation malgré la répression brutale des forces de l'ordre. Après les milliers d'interpellations et de gardes à vue, les lacrymos et les matraques, les tirs de grenades et de LBD qui ont causé des mutilations atroces (un adolescent a perdu une main à Lens, un autre un œil à Tours), la police utilise maintenant des voitures béliers contre les manifestants. À Dunkerque, une jeune de 14 ans a été percutée par un 4 x 4 de la police lancé à toute allure sur les lycéennes et lycéens. Des vidéos attestent que cette technique a été utilisée dans au moins sept autres villes. Du pur terrorisme d'État, contre une jeunesse qui se mobilise pour son avenir...

Et ils nous parlent de démocratie !

Inquiets de voir que cette répression brutale ne suffit pas à endiguer la révolte de la jeunesse, Lecornu s'est lancé dans une opération de com' qui ne trompe personne. Mercredi, il a annoncé un « temps de démocratie interne » dans les établissements : on demande aux jeunes de revenir tranquillement en cours et de remplir des formulaires, comme si les jeunes pouvaient croire que des formulaires allaient permettre de régler leurs problèmes. On a déjà vu ce que donnaient les « cahiers de doléances » et le « grand débat » organisé par Macron après les Gilets jaunes...

Les jeunes ne sont pas dupes. Dès mercredi, les blocages et les grèves lycéennes ont repris. La mobilisation des jeunes a fait plus pour faire avancer les revendications que n'importe quel simulacre de démocratie. En réalité, c'est bien dans les assemblées générales et les coordinations que la démocratie réelle se dessine.

3000 profs qui sortent des caves du ministère

Conscient que cette manœuvre ne suffisait pas, Geffray a annoncé le lendemain que 3000 profs remplaçants seraient

déployés d'ici le 13 octobre pour occuper les postes non remplacés... 3000 profs dont on se demande bien où ils étaient (un prof de maths a été appelé pour remplacer en lettres, un autre pour remplacer à 120 kilomètres de chez lui). Pour 3700 lycées dans le pays, soit moins d'un remplaçant par établissement ! Et cela ne répond ni aux revendications sur Parcoursup, ni à celles sur l'état déplorable des locaux... Car les questions soulevées par la jeunesse sont bien plus larges que la simple question des postes non pourvus. Elles expriment leur refus d'un avenir dans une société d'oppression et d'exploitation.

Aux côtés de la jeunesse mobilisées : tous et toutes ensemble !

La mobilisation lycéenne a perturbé le calendrier bien huilé de l'intersyndicale, qui en était encore à appeler au 5 novembre. Jeudi 8 octobre, elle voulait faire le choix de morceler la mobilisation en région parisienne... les jeunes en ont décidé autrement en se rassemblant place de la République et en défilant par milliers.

Par sa ténacité, son courage et sa radicalité, la jeunesse montre l'exemple à suivre : oui, tous et toutes ensemble, nous pouvons faire trembler le gouvernement ! Nous pouvons même gagner ! Ces milliards qui s'entassent dans les coffres du grand patronat, il faudra les prendre, pour les salaires, les retraites et les services publics. Alors, dès mardi 13 octobre, soyons nombreuses et nombreux aux côtés de la jeunesse mobilisée ! Et samedi 17, tous et toutes, travailleurs et jeunes, dans la rue contre la vie chère !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 11 octobre 2026

À BORDEAUX, RENDEZ-VOUS :

- MARDI 13 OCTOBRE À 13 H30, PLACE DE LA BOURSE.
- SAMEDI 17 OCTOBRE, PLACE DE LA BOURSE.

Bons baisers de Toulouse

Certains collègues de Daher se sont vus proposer de partir quelque temps à Toulouse. Propositions qui se sont faites plus insistantes. Imposées ? Ils n'oseraient pas... Le tout bien sûr, dans des délais très courts. C'est vrai que des logements abordables à Toulouse, ça se trouve sous toutes les voilures d'A320.

Qu'ils sont têtes en l'air...

Commander du matos, des EPI, s'assurer que tout va bien pour nous, voire verser des primes ! Pour toutes ces tâches, certains chefs sont frappés d'amnésie. Mais quelle est donc cette étrange maladie qui leur fait oublier nos besoins mais jamais de nous rajouter toujours plus de taff ?

Vivement les vacances !

Le mois d'octobre commence à peine et on sent tous déjà qu'août et les vacances sont loin. Pourtant, sauf pour certains chanceux, les prochaines ne sont pas pour tout de suite. À croire que 35 ou 40 h semaine, c'est trop, surtout avec 5 misérables semaines de congés payés.

On a tous une bonne raison d'être en colère

Le prix de l'essence, de la vie, les salaires, les cadences, la violence du gouvernement envers les jeunes, la gestion catastrophique des incendies... Les patrons nous exploitent, le gouvernement méprise et réprime, et toute la clique de politiciens nous dit de poireauter jusqu'à mai 2027. Alors pour régler nos problèmes, n'attendons pas et ne comptons que sur nos forces. Et on pourrait s'y mettre en manifestant dès le 17 !

Le 8X : production civile ou militaire ?

L'État français veut louer un second 8X à Dassault. Non pas pour que Macron puisse aller encore plus vite en week-end dans sa villa du Touquet, mais pour le compte de l'Armée. Le ministère déclare d'ailleurs l'avion directement comme un « aéronef militaire ». Alors travailler sur le 8X, c'est travailler sur du civil ou du militaire ? Dans cette société, pas besoin de monter un Rafale pour participer à l'industrie de l'armement. Et pas vraiment de moyen d'y échapper non plus : c'est toujours avec notre argent et donc sur notre travail que sont financés tous ces « efforts de guerre », qu'on bosse directement pour la guerre ou non.

Mecachrome : un nouveau PDG qui sent la poudre

Mecachrome vient d'annoncer que Thierry Francou prendrait la tête du groupe au 1^{er} janvier 2027. Les

travailleurs ne vont probablement pas regretter l'ancien, Christian Cornille, qui avait organisé le licenciement économique de 300 salariés et la fermeture du site de Vibraye dans la Sarthe. Mais le nouveau n'annonce rien de meilleur. Il vient de quitter Eurenco après avoir fait exploser les bénéfices multipliés par 10... pendant que les salaires n'ont augmenté que d'1,2 % par an. Comme à Eurenco en début d'année, il n'y a qu'une seule manière pour les travailleurs de se faire entendre : l'attaquer au portefeuille, par la grève.

Macron au Haillan : feu et contre-feu

Vendredi, Macron est venu visiter ArianeGroup et The Exploration Company au Haillan, accompagné de Catherine Vautrin, la ministre des Armées, et de son homologue allemand. Sur les sujets brûlants du moment ? Pas un mot, ni sur les incendies qui ont ravagé la région, ni sur les salaires, ni sur l'inflation. Ils ont seulement parlé de la menace russe, du nouveau programme de « dissuasion nucléaire avancée » et de nouveaux contrats d'armement. Alors que Catherine Vautrin vient de défendre un budget d'austérité pour tout le monde sauf pour l'armée, tout ce blabla ressemble surtout à un contre-feu...

Nîmes : deux agriculteurs poursuivis pour traite d'êtres humains

Deux agriculteurs de Saint-Gilles étaient poursuivis pour traite d'êtres humains et hébergement clandestin. Ils avaient employé dans des conditions effroyables seize travailleurs et travailleuses d'origine marocaine. Pour obtenir un contrat de travail en France, ces derniers devaient verser un dessous de table (pouvant aller jusqu'à 12 000 euros), voyaient leur passeport et leur titre de séjour confisqués et étaient hébergés dans des conditions indignes. Des conditions de travail particulièrement difficiles leur étaient aussi imposées : semaines de 60 à 88 heures sans repos hebdomadaire, heures de travail non rémunérées, absence d'accès à l'eau potable, manquements graves aux règles de santé et de sécurité. Le tribunal a expédié l'affaire en une demi-journée et le procureur n'a réclamé que des peines légères contre les prévenus et leurs complices. Encore une fois, des patrons voyous risquent de s'en tirer à bon compte.

À regarder ! L'intervention d'Aurélien à la fête du NPA-R à Cenon



Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !